nr. 23

hors service

23 novembre 2011
journal anarchiste

edito

Mercredi 16 novembre, 21.30h. Trois quart des détenus se lancent dans une émeute à la prison d'Andenne. Ils détruisent tout sur leur passage. Toute l'infrastructure du chauffage et une partie du circuit d'électricité est mis hors service. Le mobilier carcéral vole en éclats, un bureau des matons est incendié, des vitres brisées, même une partie du sol troué. Depuis un moment, la tension règne à Andenne : occupation de préau sous les cris de « libérez les prisonniers! » et barricade dans un aile mi septembre, prise d'otage de deux matonnes mi octobre. Cette fois-ci, l'émeute départ après l'annonce de la suppression du moment de prière lorsque les cellules sont ouvertes au sein de l'aile. Néanmoins, beaucoup de non-croyants participeront aussi à l'émeute. Les matons avaient besoin d'un prétexte pour pouvoir supprimer ce régime de cellules ouvertes, une exigence qui s'inscrit dans toute une gamme de demandes pour plus de pouvoir et plus de répression. Depuis l'émeute, tout le monde est enfermé en cellule, sans douche, ni activités ni visites, service minimum des matons, pour une durée indéterminée. Les rapports de force qui se jouent à tout moment des deux côtés des barreaux a cette fois-ci connu une belle réponse de la part des émeutiers détenus. Même si nous ne nous reconnaissons pas dans une partie des prétextes de la mutinerie - car prier ne nous libérera pas -, nous nous reconnaissons d'autant plus dans ce désir de détruire ces cages et foutre en l'air toutes les taules.



Liège – Encore un jeune braqueur mort sous les balles d'un bijoutier

C'est quoi la couleur de l'argent? Rouge, rouge de sang !

Jordy Kasavubu avait 18 ans. Il est mort. Tué par un bijoutier lors d'une tentative de braquage à Liège. Quand Jordy et son complice s'approchaient de la villa du bijoutier, celui-ci a sorti une arme et a tiré cinq coups. Jordy est mortellement touché, son complice est blessé et sera arrêté et incarcéré. Le corps de Jordy était encore chaud quand les premiers politiciens, représentants des intérêts des commerces, bijoutiers et entrepreneurs prenaient la défense du bijoutier. Ils revendiquaient ce qu'ils ont déjà : le droit de tuer pour défendre leur propriété contre les pauvres qui cherchent à s'arracher, au péril de leur vie, une partie du gâteau.

« *Jordy a joué le jeu, et il a perdu* » diront pas mal de gens. Sauf que ça n'a rien d'un jeu et qu'il n'y a personne qui s'y met pour le simple plaisir de jouer. Pour vivre dans ce monde, il faut de l'argent. Une petite partie de la population en a des montagnes, une autre partie, la plus grande, en a trop peu ou simplement pas. Voilà l'origine d'un conflit qui ne s'apaisera jamais de lui-même, un conflit où le sang coule. Où l'argent prend sa véritable couleur : rouge. Et le sang qui coule, c'est quasi toujours du même côté : c'est le sang des damnés, des exclus, des orphelins de ce monde qui coule, pas celui des riches.

Ajoutons à cela, car ce n'est qu'un autre aspect, peut-être moins visible, du même conflit, tous ceux et celles qui sont broyés par le système économique. Qui sont les perdants dans l'éternelle course du travail, de l'argent, du progrès des bourses. Des milliers et des milliers de gens dépriment, mettent fin à leur vie, pètent les plombs à cause de l'économie. Des milliers et des milliers sont mutilés suite à des accidents de travail, sont empoisonnés par la toxicité des usines, tombent malades en vivant dans conditions insupportables. L'économie est à l'origine du plus grande cimetière du monde.

Nous, qui combattons pour un monde sans argent, sans rapports de concurrence et de commerce entre les gens, sans exploitation, pensons que l'expropriation générale est nécessaire : c'est-à-dire, qu'il faut que nous, les exclus, les exploités, les rejetés, nous nous emparons par la force les richesses du monde, les moyens indispensables pour vivre. Non seulement demain, quand peut-être s'ouvrira un nouvel horizon de liberté sur les ruines du monde actuel, mais déjà aujourd'hui. Obtenir quelques miettes en échange d'un travail qu'on déteste nous est insupportables ; faire des génuflexions pour toucher quelques aumônes de l'Etat ; rentrer dans le système et exploiter d'autres pour s'enrichir ; >

En Tunisie, le soulèvement ne se laisse pas étouffer…

Tunisie. Après la chute du régime de Ben Ali, tout a été mis en œuvre pour rétablir l'ordre. Ou mieux, préparer l'avènement du nouvel ordre. Au lieu de vivre sous le joug d'une domination dictatoriale, les masses d'exploités et de pauvres en Tunisie sont invités à se plier docilement sous le joug d'une domination démocratique. Ces derniers mois, la Tunisie a vu un énorme renforcement sécuritaire pour assurer la « transition » vers l'ère post-Ben Ali, mais a aussi été le théâtre d'affrontements ponctuels avec les forces de l'ordre, de grèves dans les bassins industriels, les administrations, l'éducation et d'attaques contre les institutions du pouvoir.

Rappelons par exemple ce qui s'est passé à Kasserine, le 24 septembre 2011. Une énorme opération policière a envahi les faubourgs de la ville, afin de « pacifier » les quartiers chauds, où fermente toujours l'esprit de rébellion et de révolte ouverte contre le pouvoir. La venue des policiers a été accueillie avec des affrontements dans la rue. Le gouvernement parle de « jeunes émeutiers, peut-être à la solde des forces réactionnaires ou sinon des simples délinquants ». Tous les gouvernements ne savent que mentir quand leur pouvoir est remis en question. Car pour les puissants il est inconcevable que des gens se rebellent contre tout pouvoir tout court, contre l'exploitation tout court. Comme Gannouchi, le chef du parti islamiste tunisien Ennahda, le déclarait : « La révolution n'a pas été faite contre l'Etat, mais contre un régime. » Et bien, tout semble indiquer qu'il s'agit là d'un mensonge éhonté et que de nombreuses personnes en Tunisie ne sont pas prêtes à accepter un simple maquillage de la domination. Qu'il y a ceux qui veulent simplement *la liberté*, le cri de guerre du soulèvement tunisien, et qui constatent que la transition actuelle n'est pas la liberté, mais, de fait, juste un autre régime, juste une autre forme de pouvoir, juste encore de la politique. Par là, nous ne voulons pas dire que nous croyons que tous ceux qui descendent encore aujourd'hui dans la rue en Tunisie, ont une idée claire et nette de ce qui serait alors *cette liberté* en positif. Mais la liberté prendra corps et âme dans la nécessaire *négation* de toute forme d'imposition, de régime, de pouvoir. La révolte faisant chemin, la liberté s'étendra.

Le 28 octobre, le jour des élections en Tunisie, la fameuse journée d'une nouvelle ère, a vu la relative victoire électorale du parti islamiste Ennahda. A l'annonce même de la victoire de cette formation politique réactionnaire, des milliers de gens sont descendus dans les rues du foyer du soulèvement, à Sidi Bouzid. Non seulement ils ont expliqué par le geste incendiaire ce qu'ils pensaient d'Ennahda (leur local a été brûlé), mais ils sont repartis, tout comme ils l'ont fait pendant le soulèvement contre Ben Ali, à l'assaut des institutions du pouvoir : le tribunal brûlé, les archives des huissiers incendiés, de multiples postes de police et une caserne de la gendarmerie détruits, un centre de formation professionnel saccagé, quelques magasins mis à sac,… Le lendemain des émeutes, le gouvernement décrète le couvre-feu pour étouffer la révolte, dont elle prétend qu'elle a été fomentée, évidemment, par la « contre-révolution ». N'empêche que la révolte s'est répandue vers d'autres villes et bourgades (comme Meknassi, Menzel Bouzayène, Regueb, Bir Lahfey et Mazouna), là-aussi, les locaux et dépôts d'Ennahda ont été incendiés, des institutions attaquées etc. Notons encore que la vie économique et administrative à Sidi Bouzid est restée paralysée par une vaste grève générale pendant plusieurs jours.

Donc, est-ce qu'on peut croire aux paroles du gouvernement tunisien, fidèlement répétés par les médias occidentaux, qui prétend que ces émeutes sont orchestrées par les anciens benallistes ou encore par le parti « Pétition Populaire » du millionnaire Hechmi Haamdi, habitant à Londres et dont quelques listes ont été invalidées lors des élections ? Ou est-ce qu'on écoutera un peu nos cœurs et nos cerveaux afin de comprendre que le soulèvement en Tunisie cherche, malgré et contre la transition démocratique ou islamiste, un chemin vers la liberté ? Pour notre part, il nous semble idiot de répéter comme des perroquets ce que les autorités tunisiennes disent, et nous choisissons carrément le côté de ceux qui continuent à se battre contre le pouvoir, pour la liberté. Le Printemps arabe n'est pas fini, peut-être ne fait-il que commencer.



(la révolution continue)

> reporter, au nom du travail, la vie même à un lendemain qui ne viendra jamais – voilà ce que nous refusons, voilà ce qui nous fait dire que *l'expropriation est nécessaire*, ici et maintenant.

De retour à Liège, on a pu voir que la mort de Jordy n'est pas restée qu'une simple nouvelle dans les journaux qui lui ont tous crachés dessus, comme ils crachent toujours sur ceux qui osent défier l'obéissance, la résignation et l'acceptation de l'état des choses. Après l'enterrement de Jordy, des dizaines de petits groupes d'émeutiers sont descendus dans le centre-ville de Liège, saccageant tous sur leur passage : des commerces, une galerie commerciale, des symboles de la ville de Liège, des magasins, des voitures de ceux qui pensaient passer leur samedi soir dans leur bulle protégée, dans un quelconque restaurant cossu du centre-ville. Ce qui est rendu clair par ce passage émeutier, une fois de plus, c'est que dans le conflit qui divise ce monde, il y a ceux qui défendent l'état actuel des choses et ceux qui veulent le détruire ; il y a ceux qui le subissent et ceux qui s'insurgent.

Que sont ces soulèvements dont on sait à peine quelque chose ?

Il est vrai que de bonnes informations sur ce qui se passe à l'autre bout du monde peuvent certes être intéressantes, d'autant plus que nous savons que les journaux officiels sont remplis jour après jour de mensonges et de propagande démocratique. Mais il est certes aussi vrai qu'il est impossible de refléter les choses exactement comme elles le sont. Il vaut certes la peine de creuser pour savoir ce qui se passe, mais d'autant plus vaut-il la peine de toucher quelques mots sur les choses qui nous semblent importantes, comme une amorce pour parler de nos idées. Donc, pas en tant que journalistes, mais comme des personnes en lutte qui replacent le soulèvement dans les pays arabe en leur propre sein. Comme une tentative permanente de relier notre lutte ici pour la liberté avec leur lutte pour la liberté là-bas. Parce que les insurgés là-bas nous donnent du courage et nous inspirent à persévérer, parce que leur lutte étend notre propre horizon et approfondit nos idées. Parce que ça nous rend heureux quand on apprend que des gouvernements sont chassés et que leurs bâtiments sont détruits. Pas parce que nous voulons consommer les cris de liberté des autres via internet, mais parce que nous nous sentons intimement liés avec tout acte de révolte contre l'autorité et pour la liberté, où qu'il soit dans le monde.

Risques et confiance

« *Mon sang, mon âme, pour toi je mourrai.* »

Il est impossible de lutter sans prendre des risques. Que se passerait-il si ta meilleure amie, ta compagnonne de lutte, ton frère ou ta voisine se faisait tuer lors d'une protestation dans la rue, parce qu'elle luttait trop ardemment, en plein combat pour la liberté ? En Syrie, les «versets» cités ci-dessus sont récités lors des funérailles des opposants tués par le régime. Tout comme dans d'autres pays, les larmes pour la mort d'un compagnon sont reforgées en poignées de main plus déterminées encore… On pourrait se poser la question : nous aussi serions-nous capables de rester debout quand on est frappé d'une telle manière ? Nous aussi serions-nous capables de devenir plus déterminés à travers les contretemps de la vie en lutte ? Au lieu de penser à ce que nous perdrions de notre liberté en luttant, sachons que c'est seulement en luttant que l'on peut conquérir la liberté.

Et tout comme il est impossible de lutter sans prendre des risques, il est impossible de lutter sans avoir confiance en soi-même et en ceux qui se trouvent à nos côtés. Si on vit sous une dictature, la confiance entre compagnons de lutte doit être profonde, tellement profonde que les services de renseignements n'y ont pas d'accès. Et en effet, quelle différence il y a-t-il entre



ceux qui travaillent pour les renseignements en échange d'avantages et de privilèges, et les délateurs qui sont prêts à vendre la peau de leurs complices en échange de la tranquillité, de l'argent, des drogues, d'une libération ? Ou les braves citoyens qui sont toujours prêts à appeler la police, à condamner d'autres, à se jeter devant une prison pour la protéger contre des manifestants enragés s'il le faut. Si nous voulons lutter pour un autre monde et contre tous ceux qui nous oppriment, alors il faut en finir avec l'acceptation de cette tendance dans la société de tout le monde qui balance tout le monde.

Liberté et autonomie

Tout comme il nous faut se débarrasser de tous les dirigeants. Dans la lutte pour la liberté, dès qu'on se remet à écouter n'importe quel chef qui nous dit d'arrêter de réfléchir, ce qu'il faut qu'on fasse et comment il faut qu'on le fasse, nous perdons de nouveau la liberté. On peut le voir en Lybie, en Egypte, en Tunisie, mais on apprend aussi que le vent insurgé là-bas ne s'est

>

Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Emeutes à Liège, des feux allumés ailleurs • Comme on le racontait déjà dans l'article sur la première page, des émeutes ont donc secoué quelque peu le centre-ville de Liège après le meurtre du jeune braqueur Jordy. Comme on le sait très bien, l'incendie de véhicules et de voitures (de préférence de luxe ou appartenant à des entreprises, évidemment) fonctionne comme une torche de révolte pour d'autres révoltés ailleurs. Aussi bien à Anvers qu'à Ghlin, des rebelles avaient compris ça et n'ont pas tardé à allumer des véhicules la nuit même des émeutes à Liège. Et à Mons, des incendiaires se sont pris à une école en poussant des poubelles en feu devant le système de ventilation. Le feu a ensuite fait le reste ; les locaux techniques de l'école ont été ravagés. Pareil le lendemain, où le feu est bouté aux installations techniques du Lycée d'Etat à Beauvechain.

toujours pas calmé. Que des gens sont en train de s'insurger de nouveau, contre les nouveaux maîtres. La lutte pour la liberté continue et il nous semble particulièrement important d'en causer, car nous aussi, nous menons une lutte pour la liberté, contre toute politique et gouvernants.

En tant qu'anarchistes insurgés, nous préférons l'auto-organisation et l'autonomie de petits groupements de compagnons qui se coordonnent entre eux à toute tentative politique d'unir la lutte sous un seul et unique programme. Nous ne voulons pas appeler les gens à courir derrière nous et ne voulons pas faire d'eux ce que nous désirons, non, nous voulons encourager chacun et chacune à s'organiser avec ceux dont il ou elle se sent le plus proche. De cette manière, on peut se renforcer les uns les autres et quand même rester nous-mêmes, on peut se réunir quand on le pense nécessaire, mais on peut aussi de nouveau se séparer quand on le désire. De cette manière, nous apprenons à être indépendants dans la lutte et à développer notre propre pratique offensive. Quand l'insurrection se déroule au quotidien, et grandit parce que nous choisissons pour elle, nous, entourés de milliers de personnes, ne serons pas une masse vulnérable, mais des individus assez forts et capables de partir ensemble à l'assaut du ciel.

Pour la destruction de toutes les cages

Pendant que beaucoup de gens se lamentent et se doutent du sens d'une lutte pour la liberté, dans d'autres pays, les larmes pour les morts se mélangent avec les poignées de l'esprit combatif. Et ici nous disons : combien de gens doivent encore être jetés à la rue ? Combien de sans-abris doivent mourir cet hiver ? Combien de braqueurs doivent être tués ? Combien de heures sacrifiées à un boulot à la con ? Combien de mois encore derrière les barreaux ? Combien d'années encore vivre avec quelqu'un qui te frappe et te terrorise ? Combien de secondes par jours passer en mode dépressif ? Combien de temps encore se consoler avec des heures de télévision, des litres de bière, des tas de trucs étincelants ? Depuis combien de temps le sait-on déjà que cette société n'a rien à nous offrir ? Alors, finissons-en enfin avec cette façon traumatisée d'être dans la vie. Il y aura toujours des plaies à panser, mais la vie nous offre plus que nos problèmes et lamentations. Soyons courageux, combatifs, déterminés. Débarassons-nous des chaines de la peur et osons regarder la liberté confiamment en face, la liberté avec ses beaux yeux défiants.

Et ne luttons pas pour une vie meilleure, pour une cage plus agréable. *Mais luttons pour* ***rien de moins*** que la vie libre, pour la destruction de toutes les cages.

Manifestations

Dans nombreuses villes en Syrie, depuis le 15 mars, des manifestations hebdomadaires se succèdent, rassemblent à chaque fois des milliers de gens. Quasi toujours, s'en suivent des affrontements avec l'armée. Déjà plus de 3000 opposants ont été massacrés au cours de la révolte. A nombreuses occasions, des bâtiments officiels, des bureaux du parti Baath, des entités commerciales du régime et des commissariats ont été mis à sac et incendiées, comme par exemple à Hama, Deera, Banias et Homs.

Défiance

Les funérailles des opposants tués ne sont pas que des moments de deuil, mais se transforment en forts moments de révolte. Les pleurs vont de pair avec les poignées serrées, affirmant à chaque fois et malgré la répression sanglante, la volonté immuable de continuer le combat aux cris de « Nous voulons la liberté », « Le peuple veut voir tomber le régime » et « Nous allons pendre Assad ».

Résistance armée

Dés le début de la révolte en Syrie (et déjà les années avant d'ailleurs), des petits groupements armées ont menée des actions de résistance contre le régime et les troupes. Ainsi, au cours des mois, plusieurs têtes du régime, des tortionnaires connus et des responsables directs de la répression, ont été abattus. Sinon, ces dernières semaines, la résistance armée semble se répandre. De plus en plus de déserteurs de l'armée rejoignent le côté de la révolte. Les actions armées ciblent surtout des officiers de l'armée et des structures militaires, comme par exemple des barrages de route. Le 16 novembre, une attaque armée a été menée contre les bâtiments des services de renseignements à Damas. Les bâtiments ont été entièrement détruits à coups de RPG et de mortiers. Une tentative de libérer des prisonniers, retenus dans des bâtiments pas loin, a malheureusement échouée.

Mercenaires

Le régime syrien a fait appel à l'Iran et à l'Hezbollah pour livrer des mercenaires, prêts à tirer sur les foules. Par dizaines, des militants d'Hezbollah et des gardes d'élite de l'Iran passent la frontière sous l'œil bienveillante des gardes-frontières pour servir et défendre le régime d'Assad. C'est d'autant plus ironique qu'Assad ne cesse de qualifier la révolte comme fomentée par des islamistes. Il n'est pas rare que lors des manifestations, les slogans scandés incluent « Ni frères, ni salafistes » (le « frères » faisant référence à l'organisation des Frères Musulmans, qui s'est aujourd'hui mis du côté de l'armée égyptienne qui tire à nouveau sur des manifestants, des grévistes, des révoltés).



(egypte)

La contre-révolution de la “stabilité” et de “l’ordre”

En Egypte, les forces réactionnaires se réorganisent

Tout de suite après que le soulèvement indomptable mettait le président égyptien Moubarak à genoux, l’armée prenait le pouvoir. De fait, ceci signifiait que les mêmes généraux qui ont servi sous Moubarak exercent toujours leur joug sur le pays. Ces derniers mois, lors d’affrontements entre manifestants et forces de l’ordre, des dizaines de personnes ont été tuées, des milliers d’autres blessées. Déjà 14 000 personnes, qui ont participé au soulèvement entre autre après que Moubarak ait cédé le pouvoir aux militaires, ont été jugées par des tribunaux militaires. Le commando militaire a établi un contrôle total sur les médias. De par ces médias, il s’essaye à une politique de division pour mieux régner en répandant de la propagande contre les manifestants coptes. Évidemment, les rapports de force ont été altéré après la chute de Moubarak. Les militaires se rendent par exemple bien compte qu’ils feraient mieux de garder les Frères Musulmans et les salafistes en amis (ils ne réagissent pas contre la violence salafiste). Les propositions pour des changements dans la constitution prenaient en compte les intérêts des salafistes (sans pour autant renoncer à leurs propres intérêts). En échange, les Frères Musulmans ont fourni les voix décisives pour le référendum et pour soutenir la légitimité nécessaire des chefs militaires. Le tout est justifié par le besoin de restaurer « la stabilité et l’ordre », ce qui est une revendication dans laquelle les classes dominantes pourraient se retrouver vu leurs intérêts économiques (des troubles font rarement du bien au commerce). Mais aussi toute la classe politique, qui n’avait presque pas de prise sur le soulèvement (et ceci inquiète toujours les politiciens) et dont certains craignent toujours de se voir présenter les comptes pour leur rôle dans l’ancien régime. En finalement aussi les Frères Musulmans, qui comptent bientôt prendre en mains cet ordre-là. Les insurgés qui étaient là depuis les premiers jours, en payent le prix.

Que le sommet de l’armée dirige la contre-révolution n’est pas tellement étonnant. Pendant le soulèvement, l’armée s’est tenue, dans un certain mesure, à l’écart, probablement parce que les conscrits qui la compose sont issus de la population. L’armée et le régime ne pouvaient donc pas (comme par exemple en Libye), jouer sur la loyauté à une ethnie ou à une tribu afin de défendre le pouvoir contre les insurgés. Une intervention ouverte et affirmée de l’armée égyptienne contre le soulèvement, aurait bien pu résulter en un anéantissement de celui-ci. Donc, la position des chefs militaires était « neutre ». Cette « neutralité » signifiait dans la pratique évidemment par exemple de cautionner l’assaut des partisans de Moubarak contre la place Tahrir. Et c’était sous couvert de cette même « neutralité » que les chefs militaires envoyaient les blindés et les tanks dans les rues pour imposer le couvre-feu. Que le commandement militaire se prétend aujourd’hui « défenseur de la révolution » relève d’un cynisme hallucinant.

L’Egypte dans la ligne de mire

Le cœur du soulèvement bat toujours

Le rythme du soulèvement ne s’est pas arrêté avec le départ de Moubarak. Les rues de Caire sont recouvertes de graffitis. Des groupes et des individus sont restés combatifs. Les manifestations se sont terminées par des affrontements contre le « pouvoir de transition » et ciblaient le ministère des Affaires Intérieures, le Conseil Suprême des Forces Armées et les médias contrôlés par l’Etat. Beaucoup de commissariats de police ont été mis à sac, soit afin de les raser du sol, soit afin de libérer des prisonniers. Les grèves se succèdent dans les bassins industriels et les zones franches. Et à peu de temps des premières élections, les troubles s’intensifient. Face à la contestation, le ministère des Affaires Intérieurs et ses forces de l’ordre jouent le même sale rôle que sous l’ancien régime. La junte militaire d’aujourd’hui ressemble beaucoup à l’ancienne. Samedi dernier, de nombreuses villes ont de nouveau été le théâtre de manifestations et d’émeutes. La police et les unités militaires ont cherché à évacuer la place Tahrir au Caire, mais les combats sur et autour de la place continuent ardemment. On compte de nouveau des dizaines de morts et des milliers de blessés parmi les opposants. Dix mois après le début du soulèvement qui a chassé Moubarak, la lutte reste vivante.

Comme lors du soulèvement du début de cette année, les supporters des deux grandes équipes de foot de la capitale se retrouvent sur les barricades. Avant 2011, c’étaient surtout eux qui avaient le plus d’expériences avec les combats de rues contre la police. En septembre, c’étaient de nouveau eux à prendre d’assaut l’ambassade israélienne. La veille, la police avaient chargé brutalement suite à un match. Les ultras ont réagi en descendant dans la rue pour attaquer la police, qui se tenaient bien à l’abri des ces enragés. Cette descente dans la rue a alors donné lieu aux attaques contre le Ministère des Affaires Intérieures et l’ambassade israélienne (ce qui, en fin de compte, arrangeait pas mal le commandement militaire vu que ça détournait l’attention de la situation intérieure).

(à bas le régi...)



ALGERIE - Emeutes à Hadjadj après la mort de quatre harragas dans la Méditerannée

Après la mort de quatre jeunes harragas qui essayent de travers la mer pour aller en Espagne, des émeutes ont éclatées dans Hadjadj, une petite ville dans la région de Mostaganem en Algerie. Les émeutiers revendiquent le repatriement rapide des corps des morts, enragés de voir leur vie et leur avenir bloqués par les frontières. A leur arrivée en Espagne, les survivants de la traversée ont été enfermés dans des centres de détention. Lors des émeutes à Hadjadj, le bâtiment communale et un poste de gardes ont été incendiés. Le fait que des émeutes ont éclatés après le noyade de ces quatre harragas, nous rechauffe le coeur. Car trop souvent, les morts lors des traversées de la mer sont vu comme le cours normale des choses. Soulignons encore que depuis le début de l’année, au moins 2000 personnes ont trouvé la mort dans la Méditerannée.

Les obstacles à la liberté

A Esneux, près de Liège, le jeune Jordy Kasavubu est mort sous les balles du bijoutier Jean-Claude Bens, qui tire lors d'une tentative de braquage. Son corps n'est pas encore froid, son complice est encore à l'hôpital que voilà Christine Mattheeuws du syndicat neutre des indépendants (SNI) qui crie pour davantage de poursuites judiciaires. En même temps, le fils du bijoutier déclare dans la presse que les braqueurs prennent des risques, car ils défendront l'argent et le commerce pour lesquels ils ont travaillé. Celui qui complète le tableau est le brave citoyen qui approuve tout ça. Et il y a aussi Hassan Nassiri qui a comparu devant le tribunal de Nivelles, le jeune dont le complice a été tué l'année passée par un autre bijoutier, un nommé Olivet de Tubize. Le procureur a exigé 7 ans de prison ferme !

La protection de la propriété et de la marchandise prend des formes toujours plus hallucinantes. Les services de prévention des communes (comme par exemple Saint-Gilles) octroient des primes à ceux qui veulent bien équiper leur maison avec toute sorte de moyens technologiques contre le cambriolage. Grâce au lobbying des associations de défense des intérêts des commerçants (comme par exemple Unizo en Flandres, UMC et Comeos à Bruxelles et en Wallonie), l'Etat prévoit des subsides pour les supermarchés qui pensent à raviver leur intérieur avec un réseau de vidéosurveillance. A Liège, les associations de commerçants enjoignent les commerçants à donner des informations relatives à des « personnes suspectes » à la police. En même temps, Isabelle Morgant (UMC) se plaint de la faiblesse du nombre de commerçants qui savent qu'ils peuvent faire installer un bouton dans leur magasin, permettant à la police d'écouter à distance tout ce qui se passe. Et à Bruxelles, la police a obtenu l'accès permanent aux caméras installées à l'intérieur des magasins de la rue Neuve.

Dans un monde qui nous rend esclaves, qui nous puni, enferme et assassine à cause de ce foutu argent, il est grand temps d'une lutte où nous nous débarrassons de tout ce qui est riche, et de tout ce qui est pauvre. En temps de crise économique, la criminalité ne fera qu'augmenter. Nous continuerons notre combat pour un monde sans argent, en piétinant toutes les institutions et entreprises capitalistes.



(vous pouvez porter un costume ou un boxer, on dira envore à bas le régime militaire)

Au-delà des murs

A la prison de Turnhout, quelques dizaines de détenus sont montés sur le toit pour protester après qu'un prisonnier se soit vu refuser la visite par des gardiens. La police est massivement descendue sur place afin de mettre fin au mouvement, qui a duré au total bien quelques heures. La police prétend qu'elle n'a pas dû faire usage de la force pour faire descendre les prisonniers. Un détenu a été mis en isolement.

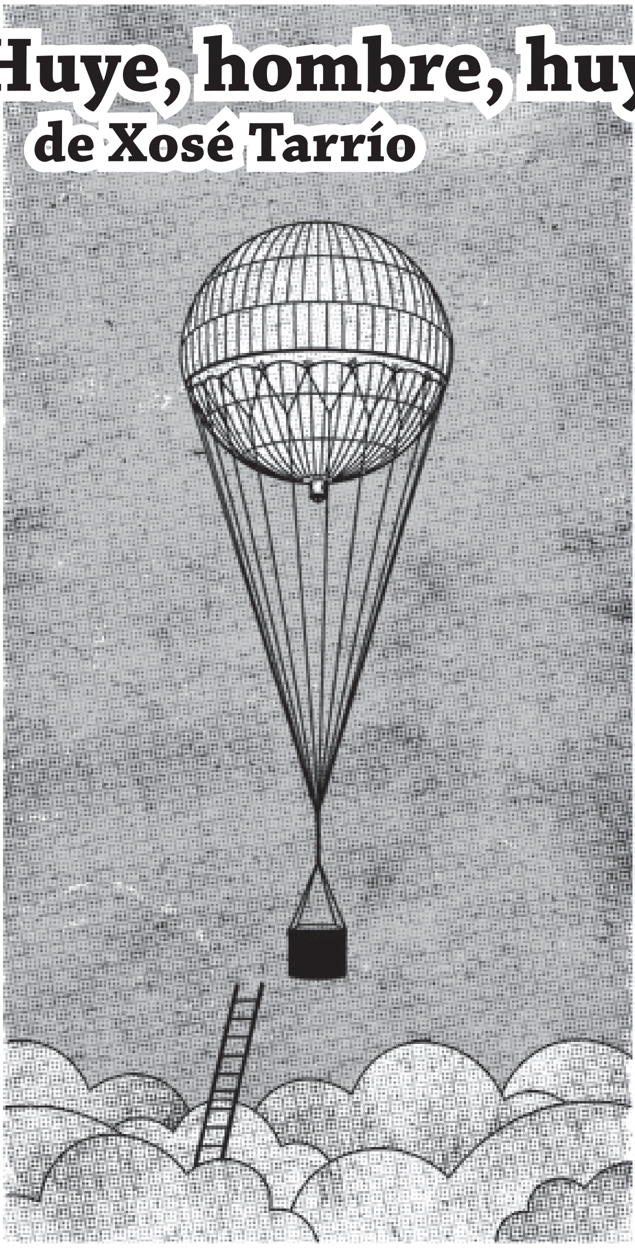
A la prison de Merksplas, pas moins de quatre détenus se sont faits la belle au cours du mois d'octobre, à différentes occasions. Tandis que les trois premiers avaient réussi à simplement grimper le mur pendant le préau, le dernier évadé a scié les barreaux de sa cellule et s'est cassé de l'infâme endroit tôt le matin. Les tensions entre détenus et gardiens/direction semblent bien monter à la prison de Merksplas, comme le démontre le récent passage à tabac d'un gardien par plusieurs prisonniers.

Evasion, émeutes, mutineries, refus, la solidarité et un immuable et incorruptible désir vers la liberté – voilà les armes dont disposent les prisonniers rebelles pour se battre contre la prison.



Présentation du livre

Huye, hombre, huye
de Xosé Tarrío



« De toute façon, n'importe quelle tentative valait mieux que crever lentement dans une cellule, les bras croisés. Je préférais l'éventualité d'une rafale de mitraillette à la prison. La véritable valeur de la vie ne consistait pas à la préserver à tout prix, mais plutôt à la risquer dans la recherche de quelque chose de meilleur, d'une liberté authentique qui me donnerait la possibilité de me réaliser complètement. La vie se trouvait en dehors de ces murs. »

Huye, hombre, huye est le récit autobiographique de Xosé Tarrío González (1968-2005), un récit qui se déroule quasi exclusivement à l'intérieur des murs des prisons espagnoles. Tout comme pleins d'autres de la même naissance et génération que lui, Xosé, encore mineur, est incarcéré dans la prison pour un délit contre la propriété. A l'intérieur des murs, ses condamnations s'accumulent : meurtre d'un co-détenu, rébellion, révolte et une série interminable de tentatives d'évasion. Ils le traînent de prison en prison, il vit toutes ces années en isolement, mais ils n'arrivent pas à apaiser son esprit combatif, son éthique et son désir de liberté. Même pas quand ils rentrent lui et d'autres détenus rebelles dans l'effrayant module FIES. Ce module d'isolement a été créé parce que dans cette période, des mutineries, évasions, prises d'otage, luttes pour des meilleurs conditions et la liberté sévissaient dans les prisons espagnoles. Le livre témoigne d'un ferme courage et d'une claire intelligence, de quelqu'un qui réussit à rester soi-même même quand ils essayent de le broyer et à maintenir vivant des rapports intenses de camaraderie et de solidarité.

Huye, hombre, huye, chronique de l'enfermement, 310 p., disponible à la bibliothèque anarchiste Acrata, 4 euros.

agenda

• Jeudi 1 décembre à 20h
Huye, hombre, huye (Présentation)

Xosé Tarrío González est né à La Coruña. A ses onze ans, il entre dans un internat, puis passer par plusieurs maisons de correction avant d'être enfermé en prison à 17 ans. Là il s'est impliqué dans la lutte des prisonniers, en participant à l' Asociación de Presos en Régimen Especial (APRE), qui a effectué de nombreuses tentatives d'évasion, émeutes, prises d'otage des matons et autres révoltes. En 1991, l'État espagnol crée le régime d'isolement FIES pour pacifier les prisons. À cause de son attitude et de sa lutte énergique contre la prison et les gardiens, Xosé a subi de nombreuses tortures, humiliations et un long enfermement dans ces modules d'isolement. Ce livre, avec d'autres dénonciations du régime FIES, a influencé, dans les années 2000, une nouvelle situation de lutte collective fugace à l'intérieur et en dehors des prisons.

[au local Acrata]

• Samedi 3 décembre à 17h
Projection d'un court-métrage et discussion autour du module d'isolement dans la prison de Bruges

En juin 2008, il y a trois ans, un module d'isolement ouvrait dans la prison de Bruges. C'était la réponse de l'État face aux multiples rébellions, évasions et émeutes qui avaient echauff ée bien des coeurs à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison. Le quartier de haute sécurité (QHS) : dix cellules individuelles contenant le strict minimum, deux cachots, une quarantaine de matons et des 'blouses blanches' – médecins, psychiatres, psychologues, infi rmiers. Le but : briser les détenus récalcitrants. L'État y impose un régime sévère, utilisant la torture physique et mentale, administrant drogues légales et injections. Nous voulons rappeler la résistance de l'intérieur que ce lieu infect a connu depuis ses débuts et, à la fois, encourager une lutte contre l'isolement, partie intégrante d'une lutte plus globale contre la prison et les différentes formes d'oppression et de privation de liberté. Le désir de liberté ne se laisse pas facilement contrecarrer. Des évasions toujours plus violentes sont la réponse aux mesures de sécurité croissantes, la violence contre les matons répond à l'arrogance de ceux qui se cachent derrière la toute-puissance de leurs syndicats.
Le court-métrage (20') esquisse le module d'isolement dans la prison de Bruges, dans le contexte de la révolte à l'intérieur et à l'extérieur des prisons. Plusieurs publications autour du thème (tracts, brochures, affiches) seront également présentées.

[au local Acrata]

• Permanences **Acrata -** bibliothèque anarchiste

Chaque mardi de 16h à 20h
Chaque jeudi de 17h à 21h
Chaque samedi de 14h à 18h

32,Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles



Deux filles se promènent main dans la main

Un samedi matin dans un quartier vivant près de la gare du Midi. Deux filles se promènent main dans la main. Rien d' extraordinaire, ça fait même partie de l'aspect de la rue. Ce jour là pourtant, elle se font violemment agresser ; essuyant des coups, elles en sortent le nez cassé, le visage en sang, des bleus à plusieurs endroits. L'agresseur ne dira rien, ne prendra pas les sacs laissés sur le trottoir, et s'en ira tranquillement, comme il était venu. C'est son quartier, il fait ce qu'il veut, et alors que la place est noire de monde, personne ne réagit.

Plusieurs versions circulent. S'agirait-il d'une personne qui n'a pas voulu accepter que les filles se promènent main dans la main, qu'elles s'aiment peut être, et qu'elles ne veulent pas cacher leur amour ? S'agirait-il d'une personne qui n'a pas trop de problèmes avec cela, mais qui a par contre voulu les draguer et qui n'a pas accepté un refus ? On en saura rien, nous ne sommes pas des enquêteurs, ni des juges. Finalement on pourrait dire que des connards, il y en aura toujours. Qu'il ne s'agit pas d'appeler à plus de flics dans la rue, de même pas faire appel à eux du tout, mais de prendre en main l'autodéfense face aux attaques à son intégrité – sachant que ça ne résout pas la question à la base. Le problème pour moi n'est pas seulement ce connard, mais plutôt l'absence de réactions de toutes les autres personnes autour. Comme si ça peut aussi faire partie des rapports humains sans trop de soucis.

Ceux qui ont profité de l'incident pour crier à la répression et à la stigmatisation d'une partie de la population ne trouveront pas notre complicité. Par contre, il me semble important d'en parler, de personne à personne.

Ça se déroulera fin août, au quartier Stalingrad. Ce quartier a une importance symbolique pour moi. Pendant toute l'été, on y a tenu des assemblées ouvertes dans la rue, autour de la question des sans papiers, des centres fermés. Beaucoup de formes d'oppression ont passé la revue et pendant plusieurs mois, le rendez-vous y était fixé pour se trouver le soir pour parler des manières collectives et individuelles à résister, à lutter. Il s'y est passé quelque chose de magique, on s'y trouvait entre personnes avec papiers, personnes sans papiers, hommes, femmes, européens, africains. C'était un beau mélange qui donnait de l'air à la question « comment affronter les oppressions qu'on ne veut plus subir » ? On a parlé de révolte, de rage, de liberté, de bonheur dans les petites choses. Évidemment, tout n'est jamais super et parfait comme on le voudrait tous et toutes, mais c'était un bon début déjà. Une expérience qui montre qu'on est capable de dépasser certains a prioris et idées figées dans les moments où l'on partage des expériences de lutte.

Au même endroit, seulement quelques semaines après la fin des rencontres, une chose pareille s'y passe.

Pendant un certain temps, un air de liberté respirait à Stalingrad. Un souffle qui est très fragile, il peut s'envoler immédiatement. La liberté s'envole quand une femme ne peut pas refuser les avances d'un homme sans se faire taper dessus. Quand une femme est juste bonne à suivre les règles de leurs maris ou grand frères. Quand un couple hors des normes hétérosexuelles écope le droit de recevoir des coups. Comme si l'amour était une question de règles figés, de diktats à suivre, de pulsions à réprimer, au nom de quoi ? De la communauté qui te suit de l'œil, des hommes religieux qui se prétendent maître de tous et de toutes ? De l'incertitude même de suivre ses désirs et d'oser se confronter à ceux qui veulent nous museler, nous faire rentrer dans leurs cases.

Rien à demander, tout à exproprier

Un écrivain et d'autres démocrates organisaient depuis plus d'un an un « G1000 », où 1000 citoyens devraient débattre pour formuler des propositions pour le futur gouvernement et la classe politique. C'est comme si le cirque politique en soi ne suffisaient déjà pas, voilà des gens qui sont venus ensemble pour découvrir « que nous tous, nous avons un petit politicien en nous. » Génial ! Va leur expliquer que la démocratie n'a rien à voir avec la liberté, que la politique c'est le poison pour la vie, que l'Etat, peu importe s'il se prétend équitable ou honnête, imposera toujours ses diktats ! Rien à faire, on continuera à creuser le fossé entre les braves citoyens, occasionnellement délateur, politicien, contrôleur, « voix critique », lécheur de cul des patrons et ceux qui veulent vraiment se battre pour la liberté. Alors, ça nous a beaucoup fait rire d'apprendre que le soir avant cette grand fête de la démocratie citoyenne aux Tour et Taxis à Molenbeek, des voleurs ont dérobés les 1000 frangipanes prévus pour les citoyens-politiciens ! Ah, et on l'oubliera presque, le même soir, les vitres de la voiture de monsieur l'écrivain le démocrate ont été cassés. Il avait laissé son GPS dans la voiture… Creusons, creusons ce fossé entre les faux critiques et les révoltés !

*

voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.